



PRÉFET D'ILLE ET VILAINE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

Rennes, le

02 FEV. 2015

Unité Territoriale d'Ille-et-Vilaine

RAPPORT DE L'INSPECTION

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement

Société AGRIAL – La Selle en Luitré

Demande d'autorisation d'extension des capacités de stockage de céréales déposée le 18 février 2014 et complétée le 8 avril 2014

REF. : Bordereau préfectoral du 04 novembre 2014 (retour d'enquête publique)

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation
Plan de situation
Plan des zones d'effets

Par transmission visée en référence, la préfecture d'Ille-et-Vilaine nous a communiqué pour avis et rapport de synthèse le dossier de retour d'enquête publique relatif à la demande d'autorisation présentée par la société AGRIAL en vue de procéder à l'extension de ses activités exploitées sur le territoire de la commune de La Selle en Luitré. Étaient joints au dossier les différents avis exprimés lors de son instruction.

I – Présentation du dossier de demande d'autorisation

Le dossier a été réalisé avec le concours du bureau d'étude ANTEA GROUP. Les informations présentées dans cette partie sont extraites de ce dossier. Elles ne relèvent, à ce stade du rapport, aucune analyse, ni aucune critique de la part de l'Inspection des Installations Classées.

1.1 – Le demandeur

La Coopérative AGRIAL résulte de la fusion en 2000 de trois coopératives (AGRALCO, COOP CAN et ORCAL). En 2000, la coopérative normande UCANOR Ouest a fusionné au sein d'AGRIAL qui a ensuite absorbé la coopérative laitière de Mortain puis la coopérative UNION SET (Indre-et-Loire et Sarthe). La coopérative est désormais présente sur sept départements de l'ouest.

Le groupe AGRIAL a pour activité principale la gestion des produits agricoles et péri-agricoles s'articulant autour des produits suivants : le lait, la viande bovine, le porc, les volailles, les œufs, les légumes, le cidre et les boissons, les céréales, la nutrition animale, la distribution magasin,... Le Groupe AGRIAL s'appuie sur un capital humain significatif :

- 10 000 adhérents,
- 10 000 collaborateurs.



Le Groupe AGRIAL se positionne parmi les leaders des groupes coopératifs en France et à l'international, notamment dans le top 5 au niveau national et dans le top 20 au niveau européen.

Sur le site de La Selle en Luitré, la société AGRIAL bénéficie d'un arrêté préfectoral du 27 avril 1998, complété par les arrêtés complémentaires des 2 août 2002, 22 juillet 2005 et 19 juillet 2010 l'autorisant à exploiter une usine de fabrication d'aliments pour le bétail comprenant notamment des silos verticaux de stockage de céréales.

1.2 – Le projet

La société AGRIAL souhaite augmenter les capacités de stockage du site de la Selle en Luitré afin de sécuriser l'approvisionnement en céréales de l'usine de fabrication d'aliments pour le bétail.

Un dossier de déclaration a été déposé pour l'exploitation d'un silo de stockage à plat d'un volume de 9000 m³ le 8 août 2013. En plus du silo à plat, AGRIAL souhaite installer sur son site un silo vertical, un séchoir à grains ainsi que les équipements et installations associées (tour de manutention, fosses de réception, capacités, etc.).

Les installations projetées (silo vertical, séchoir à grains, tour de manutention) constituent une modification substantielle de l'autorisation initiale d'exploiter le site de La Selle en Luitré, au sens de l'article R512-33 du Code de l'Environnement. Le projet est donc soumis à la procédure d'autorisation avec enquête publique.

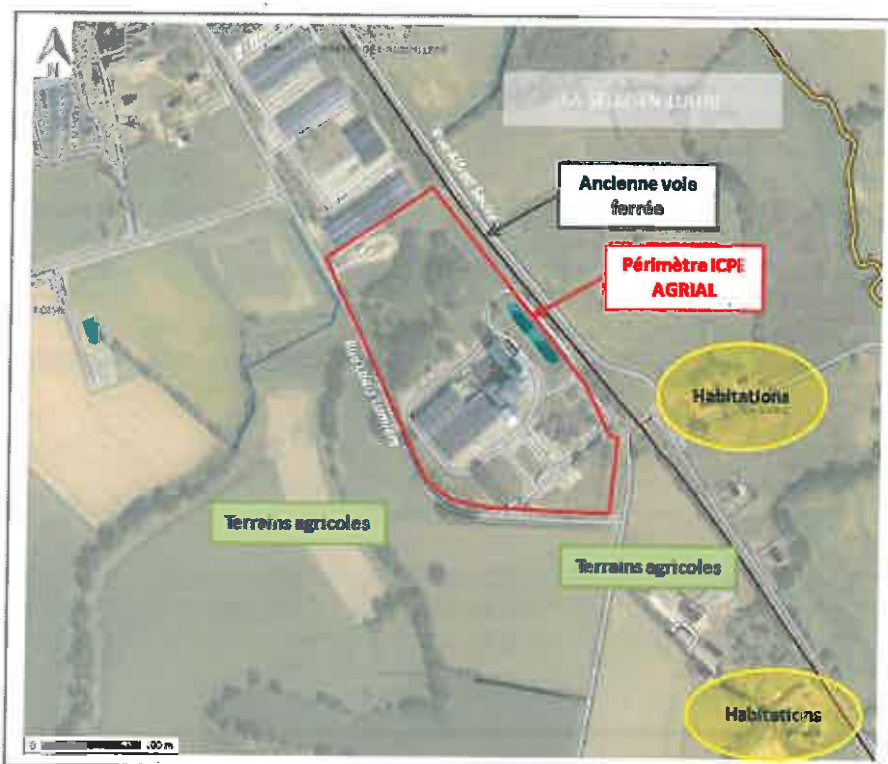
Les installations de stockage de céréales seront portées d'environ 14 000 m³ à environ 68 000 m³. L'investissement à réaliser pour le projet d'extension de l'établissement AGRIAL sur le territoire de la commune de La Selle en Luitré est estimé à environ 10 millions d'euros.

1.3 – Le site d'implantation (plan de situation en annexe)

Le site AGRIAL est implanté au nord-ouest de la commune de La Selle en Luitré, dans la ZAC n°2 de l'Aumaillerie. Il est accessible par la rocade Sud de la ville de Fougères (RN12), puis par les voies de desserte de la zone industrielle de l'Aumaillerie qui longent le Marché aux bestiaux.

Le voisinage immédiat de l'établissement implanté rue Alfred Sauvy est caractérisé par :

- au Nord : des terrains agricoles sur les parcelles appartenant à AGRIAL (n°148 et n°153), puis par un bâtiment des laboratoires cosmétiques LECOUSSE ;
- à l'Est : par une ancienne voie ferrée désaffectée, puis par les habitations du lieu-dit « la Garie » ;
- à l'Ouest : par des terrains agricoles ;
- au Sud : par des terrains agricoles, puis par les premières habitations du lieu-dit « les Preaux ».



L'établissement AGRIAL est situé en zone ZB du Cadastre de la commune de La Selle en Luitré, et s'inscrit sur les parcelles n°71, 127, 148, 150, 151, 153, 155, 156, 158 et 160. La superficie du site s'élève à 57 166 m².

Le projet d'extension des installations sera réalisé au droit des parcelles n°148 et 153, actuellement occupées par des espaces verts.

Le projet prévoit l'imperméabilisation d'environ 6 367 m² de sols, répartis de la manière suivante :

- Environ 2 467 m² de bâtiments ;
- Environ 3 900 m² de voirie et parkings.

Une partie des espaces verts des parcelles 148 et 153 non impactés par le projet sera conservée en l'état. Cela représente environ 10 000 m².

Le PLU de la commune de La Selle en Luitré a été approuvé le 19 novembre 2006, révisé le 13 décembre 2007 et modifié le 9 septembre 2013. L'établissement AGRIAL est implanté sur les zones UA_z et UA du plan de zonage du PLU :

- la zone UA_z regroupe l'ensemble des activités économiques (artisanat, industrie, commerces, services...) qui sont gérés sous forme de ZAC ;
- la zone UA regroupe l'ensemble des activités (artisanat, industrie, commerces, services, etc.) qui sont le complément indispensable des zones d'habitations et qui, compte tenu de leur nature, ne peuvent trouver place au sein de ces dernières.

1.4 – Description des activités et des installations

L'établissement AGRIAL de La Selle en Luitré est dédié à la fabrication des aliments pour animaux adaptés aux productions animales de la région : bovins (42 %), porcs (41 %), volailles (17 %). L'activité de fabrication d'aliments requiert également la présence de silos de stockage de matières premières, ainsi que des cuves de stockage des produits liquides qui interviennent dans le procédé de fabrication, et enfin, des boisseaux d'expédition.

Les principales étapes de fabrication sont :

- Réception des matières premières ;
- Dosage et broyage ;

- Mélange ;
- Granulation ;
- Refroidissement ;
- Stockage et chargement des produits finis ;
- Opérations de recyclage.

Les matières premières employées dans le cadre de l'activité de fabrication d'aliments pour le bétail sont :

- des céréales, des oléagineux et des protéagineux ;
- des sous-produits d'amidonnerie ;
- des produits déshydratés (luzerne, pulpes) ;
- des liquides, coproduits d'industries agro-alimentaires (vinasses, mélasses...) ;
- des minéraux (phosphate bicalcique, bicarbonate de soude,...) ;
- des huiles végétales ;
- du formol à 23% ;
- des oligoéléments, vitamines et facteurs de croissance ;
- des médicaments en supplémentation.

Les matières premières solides vrac peuvent correspondre à des matières premières brutes ou déjà préparées en granulés ou matières pulvérulentes. Les matières brutes ou en granulés sont stockées dans le Silo Béton ou dans le silo plat. Les pulvérulents sont stockés dans les capacités de la tour de fabrication.

Les produits en sacs sont stockés sur palettes dans le magasin. Un local fermé à clé est réservé pour les produits médicamenteux.

Les matières premières liquides sont stockées en cuves verticales sur rétention, en extérieur ou en intérieur, dans le bâtiment désigné « atelier de maintenance ».

La tour de fabrication existante héberge l'ensemble des installations/équipements qui interviennent dans le processus de fabrication des aliments pour le bétail (broyeurs, bluterie, mélangeuses, mélasses et lignes de presse comprenant pré-compacteurs, presses et refroidisseurs) ainsi que le local de commande.

Les produits finis sont stockés au sein de capacités implantées dans le bâtiment dédié à l'expédition localisé dans le prolongement Sud-est de la tour de fabrication. Il abrite 113 capacités métalliques dédiées au stockage de produits finis avant expéditions dont la plus importante affiche une capacité unitaire de stockage maximale de l'ordre de 67 m³.

L'établissement s'articule actuellement autour des principales installations et bâtiments suivants :

- la tour de fabrication ;
- le silo vertical dit « Silo Béton » ;
- le stockage des produits liquides ;
- le magasin ;
- les bureaux administratifs ;
- les installations/équipements complémentaires (notamment deux chaudières de production de vapeur, les combustibles utilisés étant pour l'une l'électricité et pour l'autre le gaz naturel) ;
- un silo à plat (déclaré en août 2013 et installé sur le site avant les installations projetées).

Le projet d'extension des installations de stockage du site consiste en la création :

- d'un silo vertical de 27 120 tonnes (environ 40 000 m³) ;
- d'un séchoir de grains de 4 000 points (environ 5 MW) associé à un poste de gaz et d'une canalisation souterraine de liaison entre le poste et le séchoir ;
- d'un local bascule

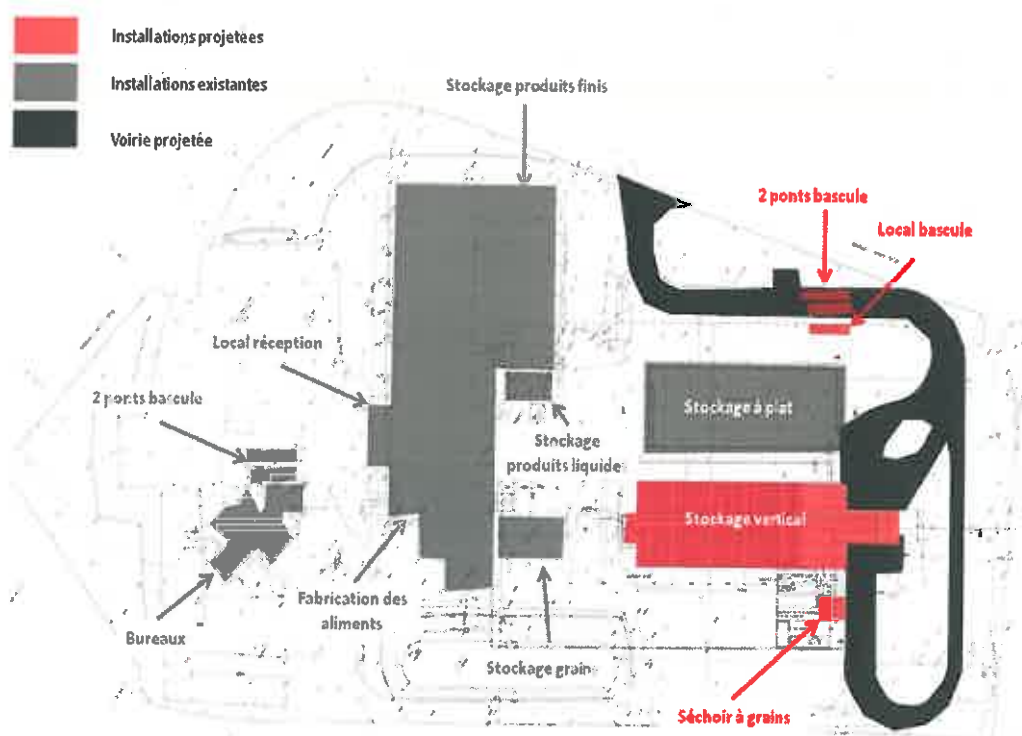
Le silo vertical projeté sera constitué de 10 cellules de stockage métalliques en deux rangées de 5 cellules (C1 à C10), d'une tour de manutention, d'une galerie d'ensilage, d'une galerie de reprise, de deux fosses de réception, de deux capacités d'expédition et d'une tour de pesage. Ces nouvelles capacités seront utilisées uniquement pour le stockage de blé et de maïs.

Le séchoir à grains sera principalement utilisé pour le séchage du maïs avant ensilage. Il fonctionnera sur la période allant de juillet à décembre. Le grain est amené en partie haute du séchoir et circule de haut en bas par gravité dans des dièdres, à contre courant de l'air chaud généré par des brûleurs fonctionnant au gaz naturel. L'air humide extrait des grains séchés au contact de l'air chaud est filtré dans des manches puis rejeté vers l'extérieur.

La durée totale de séchage, depuis l'entrée dans le séchoir jusqu'à l'extraction, est de l'ordre de plusieurs heures. Cette durée varie selon la nature du grain, l'humidité et la température à laquelle on veut sécher le grain. Le refroidissement du grain en fin de séchage est effectué par l'air frais extérieur, ce qui permet d'obtenir une température d'environ 19 à 22 °C avant stockage en cellules. Le grain obtenu est à environ 15 % d'humidité (pour le maïs), contre 35% en entrée du séchoir.

Le séchoir sera équipé de sécurités, notamment : contrôle de rotation de la ventilation, contrôle du débit d'air à l'entrée du brûleur, détecteur de contrôle de remplissage du séchoir, dispositif de vidange rapide des grains contenus dans le séchoir. La détection incendie est assurée par des sondes réparties dans les couloirs d'air usé supérieurs et inférieurs. Les sondes sont asservies à l'alimentation en gaz, aux volets anti-poussière, à l'arrêt de la ventilation, aux brûleurs et à l'installation de sprinklage.

Les bâtiments et installations actuels et projetés sont localisés sur la figure suivante.



1.5 – Situation administrative

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° rubrique	Désignation de l'installation	Capacité de l'installation	Régime
2160.2.a)	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est	Actuelle : 12758 m3 après extension: 54104 m3	A

N° rubrique	Désignation de l'installation	Capacité de l'installation	Régime
	supérieur à 15 000 m ³		
2260.1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j	Actuelle : 1000 t/j après extension: 1000 t/j	A
3642.2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	Actuelle : 1000 t/j après extension: 1000 t/j	A
1435.3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : 3. Supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³ .	Actuelle : 1500 m3 après extension: 1500 m3	DC
2160.1.b)	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	Actuelle : 11300 m3 après extension: 14000 m3	DC
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Actuelle : 9,7 MW après extension: 14,7 MW	DC
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	Actuelle : 8,67 m3 après extension: 8,67 m3	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Volume stocké inférieur à 1 000 m ³	Actuelle : < 900 m3 après extension: < 900 m3	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non classable

L'établissement AGRIAL est concerné par la rubrique IED 3642-2, en application de la directive européenne relative aux émissions industrielles, dite IED. Cette directive est une refonte de la directive

2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « directive IPPC », à laquelle le site AGRIAL était déjà soumis.

Les principes directeurs de cette directive IED sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) dans l'exploitation des activités concernées ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui décrit dans un « rapport de base » qui décrit l'état du sol et des eaux souterraines avant la mise en service.

1.6 – Inconvénients liés à l'exploitation et moyens de prévention

Le dossier présente les inconvénients et les dangers potentiels inhérents aux activités exercées ainsi que les mesures compensatoires que le pétitionnaire se propose de mettre en œuvre.

1.6.1 – Milieu naturel

Le site AGRIAL est localisé en dehors de zones protégées à l'échelon national, régional ou départemental. Il est éloigné au minimum de 3,8 km des périmètres d'inventaire du patrimoine naturel. Le site du projet ne présente pas d'habitats sensibles et aucune espèce végétale protégée, rare, menacée ou d'intérêt patrimonial n'a été identifiée sur le site d'étude.

Quelques espèces faunistiques ont été observées sur le site ou à proximité. Afin de limiter les impacts modérés sur l'avifaune, des mesures seront mises en œuvre comme le maintien de zones arbustives aux abords du site ou la plantation d'arbres et d'arbustes indigènes.

Des mesures seront également mises en œuvre pour limiter l'impact sur la seule espèce de reptiles identifiée sur le site (Lézard des murailles) par la réalisation d'aménagements de façon à favoriser sa présence (création de petits tas de pierres ou de bois mort, conservation de la zone de l'ancienne voie ferrée et de l'habitat qui lui est associé, propice au Lézard des murailles).

1.6.2 – Gestion des eaux

L'établissement est alimenté en eau potable par le réseau public géré par le syndicat des eaux de Chesné. La consommation d'eau du réseau public est d'environ 10 000 m³ par an. L'eau consommée sur le site répond aux besoins en eau sanitaire, en eau de process (production de vapeur) et en eau de lavage des camions. Les installations futures ne nécessiteront pas d'eau supplémentaire, hormis les besoins supplémentaires en eau sanitaire liés aux 2 emplois créés complétés par 4 saisonniers en période de réception des céréales.

Les eaux pluviales (de toitures et de voiries) sont actuellement collectées et recueillies dans un bassin de décantation-lagunage de 1 300 m³, séparé en deux parties. La première partie sert de bassin de décantation et de dégraisseur-déshuileur, la seconde partie sert de traitement complémentaire. Les eaux sont ensuite récupérées par la canalisation bordant le site avant rejet dans le ruisseau au Nord du site.

Suite à la construction des installations projetées, les eaux pluviales collectées au niveau de cette nouvelle zone seront collectées par les canalisations d'eaux pluviales créées puis traitées par un débourbeur/déshuileur. Ces eaux seront ensuite récupérées par la canalisation d'eaux pluviales existante bordant le site avant rejet dans le ruisseau au Nord du site aboutissant au Couesnon.

Les eaux sanitaires sont rejetées dans le réseau public d'eaux usées et sont traitées à la station d'épuration de Fougères. Le volume annuel rejeté est de l'ordre de 500 m³.

Les eaux de purge des chaudières sont refroidies avant rejet dans un dispositif spécial puis rejoignent les eaux pluviales dans le bassin de décantation.

Les eaux de lavage des camions sont envoyées vers un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin de décantation.

Lors de la dernière campagne de mesures en 2010 sur les rejets d'eaux pluviales, tous les résultats étaient conformes aux valeurs limites réglementaires.

1.6.3 – Gestion des effluents atmosphériques

Les effluents atmosphériques caractérisant les activités exploitées sont :

- les émissions de poussières provenant des opérations de réception, transfert et expédition des céréales ;
- les gaz d'échappement des camions assurant les approvisionnements et les expéditions ;
- dans une moindre mesure, les gaz de combustion des groupes électrogènes et de la chaudière fonctionnant au gaz naturel.

En situation future, les sources supplémentaires d'émissions atmosphériques proviendront :

- des deux fosses de réception installées dans le cadre du projet ;
- du fonctionnement du séchoir.

L'ensemble des fosses de réception est équipé d'un système d'aspiration, permettant de limiter les émissions de poussières lors des déchargements des camions. Ces déchargements seront réalisés pendant les périodes de récoltes, soit entre les mois de juillet et octobre. Les émissions de poussières seront ainsi concentrées sur ces 4 mois de l'année, contrairement à la situation actuelle où elles sont réparties tout au long de l'année.

Les gaz d'échappement générés annuellement par la circulation des camions et des véhicules personnels sur le site seront sensiblement identiques à la situation actuelle. Seuls 10 camions supplémentaires par an sont attendus afin d'évacuer les déchets de séchage, et deux véhicules personnels par jour liés au déplacement des deux employés supplémentaires prévus dans le cadre du projet.

Les groupes électrogènes ne fonctionnant qu'occasionnellement (pour les essais et la maintenance), les gaz de combustion générés sont négligeables.

Des mesures ont été réalisées sur les rejets atmosphériques de la chaudière en 2005 et 2010 (lorsque la chaudière fonctionnait encore au fioul lourd) et ont souligné la conformité des rejets par rapport à l'arrêté préfectoral en vigueur sur le site. Fin 2013, la chaudière a été convertie pour une utilisation du gaz naturel. Ce passage au gaz naturel a permis de réduire les rejets en polluants atmosphériques. L'exploitant a prévu de réaliser une nouvelle campagne de mesure des rejets de la chaudière afin de vérifier la conformité de l'installation aux réglementations en vigueur.

Le séchoir, installé dans le cadre du projet, sera à l'origine de rejets atmosphériques. Les émissions de résidus de gaz de combustion (NOx, SOx, CO, poussières) ne seront pas significatives en raison de l'optimisation de la combustion et du volume total de rejets atmosphériques essentiellement de la vapeur d'eau. Concernant les rejets en poussières, le constructeur du séchoir s'est engagé à ce que les émissions ne soient pas supérieures à 5 mg/Nm3 d'air.

L'estimation des concentrations dans l'air par modélisation a été réalisée pour les rejets en poussières des sources des opérations de chargement/déchargement et du séchoir. Les concentrations estimées ont été comparées à l'objectif de qualité de l'air. Il apparaît que les concentrations dans l'air modélisées au niveau des habitations les plus proches et des installations sportives plus éloignées sont toutes inférieures aux objectifs de qualité de l'air.

1.6.4 - Bruit et vibrations

En situation actuelle, les sources sonores du site influençant les niveaux sonores aux points de mesure sont les extracteurs d'air des presses et des broyeurs en toiture, les ventilateurs et la circulation des camions sur le site. Une campagne de mesures de constat sonore a été effectuée les 2 et 3 octobre 2012 par la société APAVE.

Les mesures de bruit en limite de propriété et en zones à émergence réglementée ont permis de souligner la conformité du site à l'arrêté du 23 janvier 1997 et à l'arrêté préfectoral du site.

Des sources sonores supplémentaires seront installées dans le cadre du projet d'extension des capacités de stockage du site, et seront liées au fonctionnement du séchoir à grains, au fonctionnement des nouvelles liaisons mécaniques (transporteurs à chaînes et à bande) ainsi qu'au fonctionnement des nouvelles installations de ventilation.

Des mesures seront prises afin de limiter les nuisances sonores liées au fonctionnement des nouvelles installations et notamment : les liaisons mécaniques seront capotées, le séchoir sera équipé d'un caisson phonique antibruit, et les ventilateurs seront placés dans un local spécifique situé au rez-de-chaussée de la tour de pesage. Ils seront également équipés de silencieux.

Des mesures sonores seront réalisées sur le site à l'issue des travaux afin de vérifier la conformité du site à la réglementation en vigueur. Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

1.6.5 – Trafic routier

En situation actuelle, l'exploitation de l'usine AGRIAL génère un trafic d'environ 145 véhicules par jour dont 105 camions de réception et d'expédition. Le trafic représente 1,3 % du trafic journalier observé sur la RN12, 7 % de celui observé sur la RD706 et 30 % du trafic journalier observé sur la RD22 située au sud du site.

En situation projetée, l'augmentation des capacités de stockage de céréales va permettre de diminuer la fréquence d'approvisionnement en dehors des périodes de récoltes, sans augmenter le trafic moyen annuel relatif aux réceptions des matières premières. En revanche, les réceptions des matières premières se concentreront davantage pendant les périodes de récoltes et seront réalisées directement par les agriculteurs.

Seule une dizaine de camions supplémentaires sont attendus sur le site par an pour l'enlèvement des déchets de séchage et de triage générés par le fonctionnement du séchoir ainsi que deux véhicules personnels par jour, lié au déplacement des deux employés supplémentaires.

Au total, le trafic maximal qui pourra être engendré par le fonctionnement du site en situation future s'élèvera à environ 205 véhicules par jour. Ce trafic représente 10 % du trafic journalier de la RD706, 2 % du trafic journalier sur la RN12 et 43 % du trafic journalier de la RD22.

1.6.6 – Déchets

Les déchets engendrés par l'exploitation actuelle du site AGRIAL sont essentiellement des déchets ménagers, des déchets liés à la manutention des grains (pailles, graines étrangères, poussières de terre, etc., collectés dans le boisseau « issues »), des emballages vides, et des déchets liquides ou de type chiffons souillés (maintenance des installations). L'établissement génère peu de déchets dangereux : huiles usagées, emballages souillés, batteries, boues des séparateurs à hydrocarbures. Tous ces déchets suivent des filières de valorisation ou de traitement externes autorisées.

Le projet ne modifiera pas la nature des déchets générés actuellement sur le site. Les quantités de déchets liés à la manutention des grains seront augmentées. Un local « issu » est prévu afin de collecter les volumes supplémentaires. Il est toutefois attendu une quantité de 300 tonnes de déchets de céréales supplémentaires. Il s'agit de follicules de céréales générées par les activités de triage et de séchage, qui seront recyclés pour l'alimentation ou la litière de chat.

1.6.7 – Effets sur la santé

Une évaluation des risques sanitaires pour les populations environnantes a été réalisée. Elle a porté essentiellement sur les envois de poussières associés aux opérations de réception, manutention et expéditions des céréales et pris en compte les populations sensibles et ERP situés jusqu'à une distance de 900 m correspondant pour cette dernière à un complexe sportif situé sur la commune de Beaucé.

L'évaluation conclut, compte tenu des mesures compensatoires prévues, que le risque sanitaire est limité pour l'ensemble des cibles étudiées.

1.6.8 – Risques d'accident

Une étude des dangers a été réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation d'extension. Le recensement des situations dangereuses, l'analyse des risques et l'étude de l'accidentologie dans ce secteur d'activité ont permis d'identifier environ 70 phénomènes dangereux pour les installations existantes et pour les installations projetées.

Les effets des phénomènes dangereux sélectionnés ont été étudiés selon les différents seuils réglementaires prescrits dans l'arrêté du 29 septembre 2005. Au final, l'examen des cartographies des effets des phénomènes dangereux caractérisés montre que les zones d'effets létaux ou irréversibles sont maintenues dans les limites de propriété de l'établissement :

- pour les flux thermiques consécutifs à un incendie de grains (cellules, séchoir, stockage de produits finis...) ;
- pour les risques d'ensevelissement par rupture d'une capacité de stockage ;
- pour les risques toxiques liés à une émission de formaldéhyde ;
- pour les effets de surpression en cas d'explosion de poussières.

Seule la zone d'effets indirects par bris de vitres (surpression de 20 mbar) sort des limites du site pour certains scénarios d'explosion étudiés :

- en partie est, impactant la voirie publique et des terres agricoles, en cas d'explosion de poussières dans le silo béton et la tour de fabrication associée ;
- en partie nord et est, impactant les locaux d'une entreprise ainsi que la voirie publique et des terres agricoles, en cas d'explosion de poussières dans le silo vertical projeté et ses installations associées ;
- plus modérément en partie ouest en cas d'explosion de poussières dans le stockage à plat existant.

Des mesures de prévention et de protection ont été mises en place pour diminuer les risques engendrés par les installations et les conséquences d'un accident : mise sur rétention des stockages de produits liquides, entretien et maintenance des installations, nettoyage périodique des zones empoussiérées, parois soufflables sur les cellules de stockage, dispositifs de découplage, détecteurs sur les installations de transfert de produits...

Le site dispose d'extincteurs répartis sur l'ensemble des installations et les moyens en eau utilisables en cas d'incendie sont constitués d'une réserve existante de 240 m³ et de deux poteaux incendie existants. Le site disposera de colonnes sèches dédiées, notamment sur les silos verticaux et le séchoir projetés.

Le risque foudre a fait l'objet d'une étude de protection portant sur les installations projetées conformément à la réglementation, les installations existantes étant déjà protégées contre les risques liés à la foudre.

En cas d'incendie, le pétitionnaire prévoit de récupérer les eaux d'extinction en utilisant les volumes bas du silo (cuvelage de la fosse des élévateurs) supérieurs à 400 m³ ainsi que la possibilité d'acheminer ces eaux d'extinction vers le bassin de décantation – lagunage pourvu d'une vanne d'isolement.

1.6.9 – Cessation définitive d'activité

Les mesures proposées par le pétitionnaire pour la remise en état du site, en cas de cessation définitive d'activité, sont conformes aux dispositions prévues à l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement. Par ailleurs, en application de la directive européenne dite IED qui régit notamment la remise en état du site en fin d'activité, le pétitionnaire a fourni dans le cadre de sa demande de modification substantielle un rapport de base définissant l'état de pollution des sols et des eaux souterraines.

Ce rapport servira de référence lors de la cessation d'activité de l'installation et permettra de définir, en cas de pollution significative et sans préjudice des dispositions déjà prévues dans le code de l'environnement, les conditions de remise en état du site AGRIAL.

1.6.10 – Prise en compte des meilleures techniques disponibles (MTD)

L'examen des meilleures techniques disponibles a été réalisé pour les installations exploitées et projetées sur le site de La Selle en Luitré au regard des BREFs suivants :

- BREF FDM Industries agro-alimentaires et laitières (août 2006)
- BREF transversal MON : Principes généraux de surveillance
- BREF transversal ECM : Aspects économiques et effets multi-milieux
- BREF transversal ENE : Efficacité énergétique

Cet examen révèle que les installations du site AGRIAL de La Selle en Luitré sont exploitées en conformité avec les dispositions de la directive IED sans écart significatif relevé.

II – Enquête publique et procédure administrative

Le dossier a été soumis à l'avis de l'autorité environnementale ainsi qu'aux enquêtes publique et administrative conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

2.1 – Procédure administrative

2.1.1 - Consultation des services

♦ Service Départemental d'Incendie et de Secours

Le SDIS a émis le 24 juin 2014 un premier avis défavorable portant :

- sur la nécessité de pouvoir inerte les silos béton fermés en cas d'incendie,
- sur la nécessité d'équiper les silos verticaux de colonnes sèches et de prévoir un poteau d'incendie à moins de 60 m de la prise de raccordement.

Les précisions apportées par le pétitionnaire et transmises au SDIS ont conduit ce service à émettre le 10 novembre 2014, un **avis favorable**.

♦ Agence Régionale de Santé

Par courrier du 2 juillet 2014, l'ARS a émis un premier avis défavorable, en demandant que le dossier soit complété sur les points suivants :

« ... en matière d'alimentation en eau potable, ... il n'est pas fait état de la présence dans l'établissement de disjoncteur sur le réseau d'eau potable, pour éviter les retours d'eau, alors qu'un tel équipement est obligatoire ainsi que son entretien et sa vérification périodique (code de la santé publique).

S'agissant de l'impact sonore de l'activité, ... l'extension prévue créera des sources de bruit supplémentaires liées au fonctionnement des nouvelles installations. Il est précisé que des mesures compensatoires seront mises en œuvre : liaisons mécaniques capotées, séchoir équipé d'un caisson phonique antibruit, ventilateurs placés dans un local spécifique et équipés d'un silencieux. Enfin il a été pris bonne note que des mesures acoustiques seront réalisées à l'achèvement des travaux afin de s'assurer du respect des prescriptions réglementaires.

Pour ce qui est de l'impact sanitaire des activités de cet établissement sur le voisinage, ... le pétitionnaire a retenu les poussières issues des opérations de chargement/déchargement et de séchage, notamment des céréales, pour en faire une évaluation quantitative.

Il ressort toutefois que le document transmis ne développe pas de chapitre spécifique sur le volet santé ni ne fournit d'éléments sur la toxicologie des poussières de céréales notamment. Par ailleurs le dossier mentionne l'utilisation de formol à 23 %, stocké dans une fosse de 45 m³, mais à aucun moment ce produit n'est intégré dans la réflexion ni les raisons pour lesquelles celui-ci n'a pas été retenu dans l'approche précitée.

S'agissant des cibles, les utilisateurs du complexe sportif et du terrain de tennis de Beaucé, distants respectivement de 900 et 800 m, ont été exclus alors que leur utilisation en période estivale correspond à une activité plus forte de l'entreprise. Ce point nécessite quelques explications.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exposition aux poussières, si l'outil de modélisation de dispersion utilisé n'appelle pas de remarque, en revanche des éléments d'appréciation ou informations complémentaires sur la production de poussières lors des manipulations de céréales (p. 63) ou sur les facteurs multiplicatifs proposés pour passer de concentration horaire à annuelle (p. 67) méritent d'accompagner ce volet.

Les résultats d'exposition obtenus pour les habitants les plus proches, englobant a priori les émissions après aspiration des poussières sur les fosses actuelles et projetées, font état pour les concentrations annuelles modélisées de PM10 du respect de la valeur guide de l'OMS de 20µg/m³. Cependant l'activité étant concentrée sur la période estivale, les calculs indiquent une valeur susceptible de dépasser les 50µg/m³ (seuil d'alerte actuel pour les PM10) pour les habitations du secteur sud-est. Ce point en l'état n'est pas acceptable. »

Par courrier du 24 novembre 2014, après examen des compléments apportés par l'exploitant, l'ARS note que des informations plus précises lui ont été transmises sur la protection du réseau d'alimentation en eau potable et l'évaluation des risques sanitaires pour le voisinage du site. Cependant, l'ARS note que des interrogations doivent être levées concernant sa remarque relative aux concentrations en poussières PM10 au niveau des habitations les plus proches :

« En effet, les concentrations en poussières dans l'air ambiant au niveau des habitations les plus proches ont été déterminées par modélisation (SCREEN 3 – US-EPA). Les résultats d'exposition obtenus sont des concentrations maximales à une heure. Le chargé d'études calcule des concentrations annuelles par application d'un facteur correctif.

Le dossier initial précise que « les émissions de poussières ne seront pas homogènes tout au long de l'année mais se concentreront sur une période de 4 mois » (page 69), ce qui conduit à déterminer une concentration maximale horaire (53,94 µg/m³), au niveau des habitations situées au Sud-Est du site industriel, supérieure au seuil journalier d'information et de recommandation fixé à 50 µg/m³ (niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine des groupes particulièrement sensibles de la population rendant nécessaires des informations immédiates et adéquates (Définition donnée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010)).

Pour répondre à cette remarque, le complément de réponse rédigé par le chargé d'étude modifie, sans l'argumenter, l'hypothèse liée à la durée de l'activité estivale qui passe de 4 mois à 6 mois (avril à septembre), ce qui a pour conséquence de baisser la concentration maximale horaire en PM10 à 36 µg/m³.

... le pétitionnaire doit apporter des éléments d'appréciation plus précis concernant son activité estivale et les rejets atmosphériques associés et démontrer que le seuil d'information et de recommandations ne sera pas dépassé. Dans le cas contraire, il doit pouvoir proposer des mesures visant à protéger la santé des riverains, à réduire ses émissions de PM10 et à surveiller ses émissions par des mesures environnementales. »

Le pétitionnaire a fourni les précisions demandées par l'ARS qui a émis le 27 janvier 2015 un **avis favorable**. Sachant que les concentrations en poussières dans l'air ambiant au niveau des habitations les plus proches ont été déterminées par modélisation (SCREEN 3 – US-EPA), l'ARS souhaite toutefois qu'au moins une campagne de mesures puisse être mise en œuvre au niveau de ces habitations les plus proches afin de valider les résultats d'exposition.

◆ Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Par courrier du 11 juin 2014, la DIRECCTE a émis un **avis favorable**.

◆ Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Sur l'aspect environnement, la DDTM a, par courrier du 21 janvier 2015, émis quelques observations :

- concernant les aspects « prélèvement » : « Le dossier ne prévoit pas d'augmentation significative des consommations d'eau ni de nouveau prélèvement. Nous n'avons pas d'observation de fond sur ce point. Nous précisons que la rédaction du paragraphe 2.5 n'est pas tout à fait exacte. Il serait préférable d'écrire : l'alimentation en eau potable est réalisée par le syndicat des eaux de Chesné dont l'exploitation est assurée par la SAUR. »

- concernant les aspects eaux usées : « Le dossier ne précise pas le réseau d'eaux usées dans lequel sont rejetés les effluents domestiques et les effluents industriels. Pour les effluents industriels, il faudrait que la situation administrative du rejet soit précisée et, notamment, que l'arrêté municipal d'autorisation du rejet soit annexée au dossier ou que sa référence soit mentionnée. Je rappelle que cette autorisation, prévue par l'article L1331-10 du code de la santé publique est obligatoire et ne doit pas être confondue avec une convention de déversement qui est facultative. L'absence de ce document est une infraction passible d'une contravention de 5^{ème} classe. »

- concernant les eaux pluviales : « Concernant la gestion quantitative des eaux pluviales, la disposition 3D-2 du SDAGE conduit à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement (ne pas dépasser 20 l/s pour une surface captée de 1 à 7 ha et 3 l/s/ha pour les aménagements qui captent plus de 7 ha). La superficie du site est de 5.7 ha (page 21, partie B). Il conviendrait de prévoir une gestion quantitative des eaux pluviales pour respecter un débit de fuite maxi de 20 l/s pour une pluie décennale. Concernant le traitement qualitatif des eaux pluviales, elle est réalisée dans une série de 2 lagunes. Il aurait été pertinent de préciser la gestion de ces bassins (curage, gestion des déchets, surveillance du rejet). Ce point peut être prescrit dans l'arrêté préfectoral. »

La DDTM a émis un **avis favorable** sous réserve de fixer dans le projet d'arrêté préfectoral les prescriptions nécessaires à l'autorisation du rejet des effluents industriels et à la gestion des eaux pluviales.

Sur l'aspect urbanisme, la DDTM a souligné, dans son avis du 30 janvier 2015, que le projet était compatible avec le SCOT et avec le PLU, et que le permis de construire concernant le projet était favorable. Ce service précise que l'accès (entrée/sortie au site projeté) à créer sur la rue Louis Lumière est à la sortie d'un virage et que le gestionnaire devra être consulté.

2.1.2 - Consultation des Conseils Municipaux

Les conseils municipaux des communes de La Selle en Luitré, Luitré, Fougères, Fleurigné, La Chapelle-Janson et Laignelet ont émis des **avis favorables**. Les conseils municipaux de Javené et Beaucé n'ont pas émis d'avis dans les délais impartis.

2.2 – Enquête publique

2.2.1 - Consultation du public

L'enquête publique s'est déroulée du 1er septembre au 04 octobre 2014 inclus. Le commissaire-enquêteur, Mme Le Dréan-Quenec'dhu, n'a recueilli aucune observation lors de cette enquête.

2.2.2 - Avis du commissaire enquêteur

Après avoir recueilli auprès de la société AGRIAL des précisions complémentaires sur l'origine des matières premières entrant dans la composition des aliments, le commissaire-enquêteur a émis le 31 octobre 2014 un **avis favorable** à la demande d'autorisation d'extension présentée par la société AGRIAL sur son site de La Selle en Luitré.

2.3 – Avis de l'autorité environnementale (du 22 juillet 2014)

L'autorité environnementale n'a émis **aucune observation** sur ce dossier.

III – Analyse de l'Inspection des Installations Classées

La demande d'autorisation d'exploiter de la société AGRIAL vise à étendre les capacités de stockage de céréales du site et à implanter un séchoir à grains. Cette augmentation de capacité de stockage est

motivée par le besoin de sécuriser l'approvisionnement en céréales de l'usine, les capacités ajoutées permettant de concentrer les réceptions de céréales en vrac lors des périodes de récoltes (juillet-août et septembre-octobre) provenant directement des agriculteurs.

Actuellement, les capacités de stockage étant plus restreintes, les approvisionnements en provenance des sites stockeurs doivent être réalisés toute l'année tous les trois jours environ.

Les installations de la société AGRIAL sont connues du service d'inspection et font l'objet de visites d'inspection tous les 3 ans. La dernière inspection datant du 26 juin 2012 a porté sur la conformité des installations de fabrication à l'arrêté ministériel du 18 février 2010 (rubrique 2260), sur la conformité des silos ainsi que sur les suites apportées au bilan de fonctionnement réalisé en 2009. Cette inspection a fait l'objet d'écarts mineurs portés à l'attention de l'exploitant qui les a soldés depuis.

L'enquête publique n'a fait l'objet d'aucune observation.

L'autorité environnementale n'a émis aucune observation sur le dossier de demande présenté par la société AGRIAL.

L'instruction administrative a soulevé quelques interrogations appelant des compléments et/ou des précisions de la part du pétitionnaire qui y a répondu point par point.

En ce qui concerne l'avis de la DDTM, transmis à l'exploitant, ce dernier nous a précisé dans sa réponse du 30 janvier 2015 :

- que la gestion quantitative des eaux pluviales, pour respecter un débit de fuite maxi de 20 l/s pour une pluie décennale, serait gérée par la régulation des bassins de collecte des eaux pluviales ;
- ne pas comprendre la remarque relative à l'autorisation de rejet des effluents industriels.

Il convient de repreciser les dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique : « Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. »

Ces dispositions semblent plutôt viser le déversement d'effluents industriels dans un réseau d'assainissement collectif. L'établissement AGRIAL ne rejetant pas d'eaux usées industrielles (précision apportée dans le projet d'arrêté), une autorisation de rejet pour les eaux pluviales de l'établissement rejetées directement au milieu naturel après prétraitement ne nous paraît pas strictement nécessaire.

La demande de la DDTM relative à la gestion des eaux pluviales a été reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

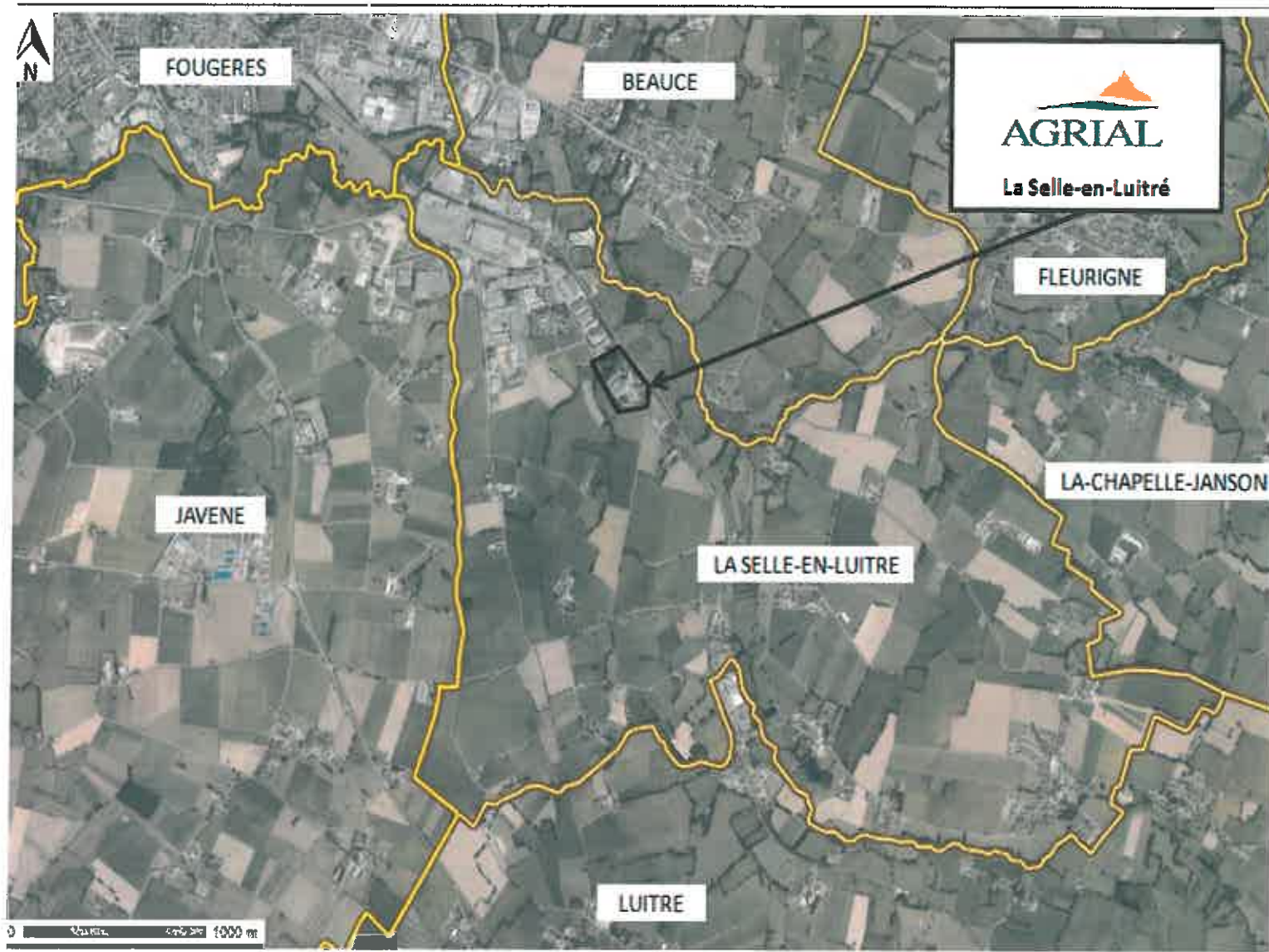
L'avis favorable de l'ARS a été assorti du souhait qu'en matière de rejets atmosphériques au moins une campagne de mesures au niveau des habitations les plus proches puisse être mise en œuvre afin de valider les résultats d'exposition déterminés par modélisation. Le projet d'arrêté préfectoral reprend, à l'article 9.2.1.1, des dispositions relatives aux modalités de mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement et de transmission des résultats à l'inspection.

Enfin, le projet d'arrêté préfectoral impose à l'exploitant de réaliser une mesure de la situation acoustique dans un délai d'un an au maximum après la mise en service des nouvelles installations.

L'étude des dangers a mis en évidence, pour certains scénarios d'explosion de poussières, des effets potentiels (effets indirects par bris de vitres - surpression de 20 mbar) au-delà des limites de propriété de l'établissement. L'inspection proposera également au préfet de porter à la connaissance de la commune de La Selle en Luitré les aléas nécessitant la mise en place d'une maîtrise de l'urbanisation, en application de l'article L121-2 du code de l'urbanisme. Ce point fait l'objet d'un rapport distinct.

IV - Avis de l'inspection et Conclusion

AGRIAL – Plan de situation



Les conditions techniques d'exploitation, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation, les éléments de précision apportés au cours de l'instruction apparaissent de nature à répondre aux observations soulevées lors de l'enquête administrative et à permettre la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

Les prescriptions proposées en annexe reprennent les dispositions réglementaires générales applicables pour prévenir les nuisances, notamment atmosphériques, et les risques d'incendie et d'explosion.

L'instruction de cette demande ne fait ressortir aucune disposition d'intérêt général susceptible de faire obstacle à l'autorisation sollicitée.

Par ailleurs la consultation des services intéressés, des conseils municipaux ainsi que les avis recueillis au cours de l'enquête publique ont fait ressortir un avis général favorable au projet.

Au regard des dispositions de protection de l'environnement prévues par l'exploitant, des observations émises lors des enquêtes publique et administrative, des réponses apportées par le demandeur aux observations émises au cours de la procédure, des dispositions d'urbanisme applicables sur la commune, nous formulons donc la proposition suivante :

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les observations exprimées au cours de la procédure réglementaire ne mettent pas en évidence de dispositions d'ordre réglementaire ou d'intérêt général susceptibles de s'opposer à l'autorisation d'étendre les capacités de stockage du site exploité par la société AGRIAL ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le demandeur consulté,

Nous proposons que le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ci-joint, renfermant les prescriptions régissant le fonctionnement des installations de la société AGRIAL, soit soumis à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'Inspecteur de l'Environnement, Spécialité installations classées	L'adjointe au Chef de l'Unité Territoriale d'Ille-et-Vilaine	Le Chef de la division Risques Chroniques,
Signé	Signé	Signé

Copies : Chrono – dossier – SPPR

AGRIAL – Plans des zones d’effets sortant des limites du site



Mise à jour de l'Etude des Dangers
de l'établissement AGRIAL
de LA SELLE-EN-LUITRE (35)

Cartographies des effets des
Phénomènes Dangereux Maximum

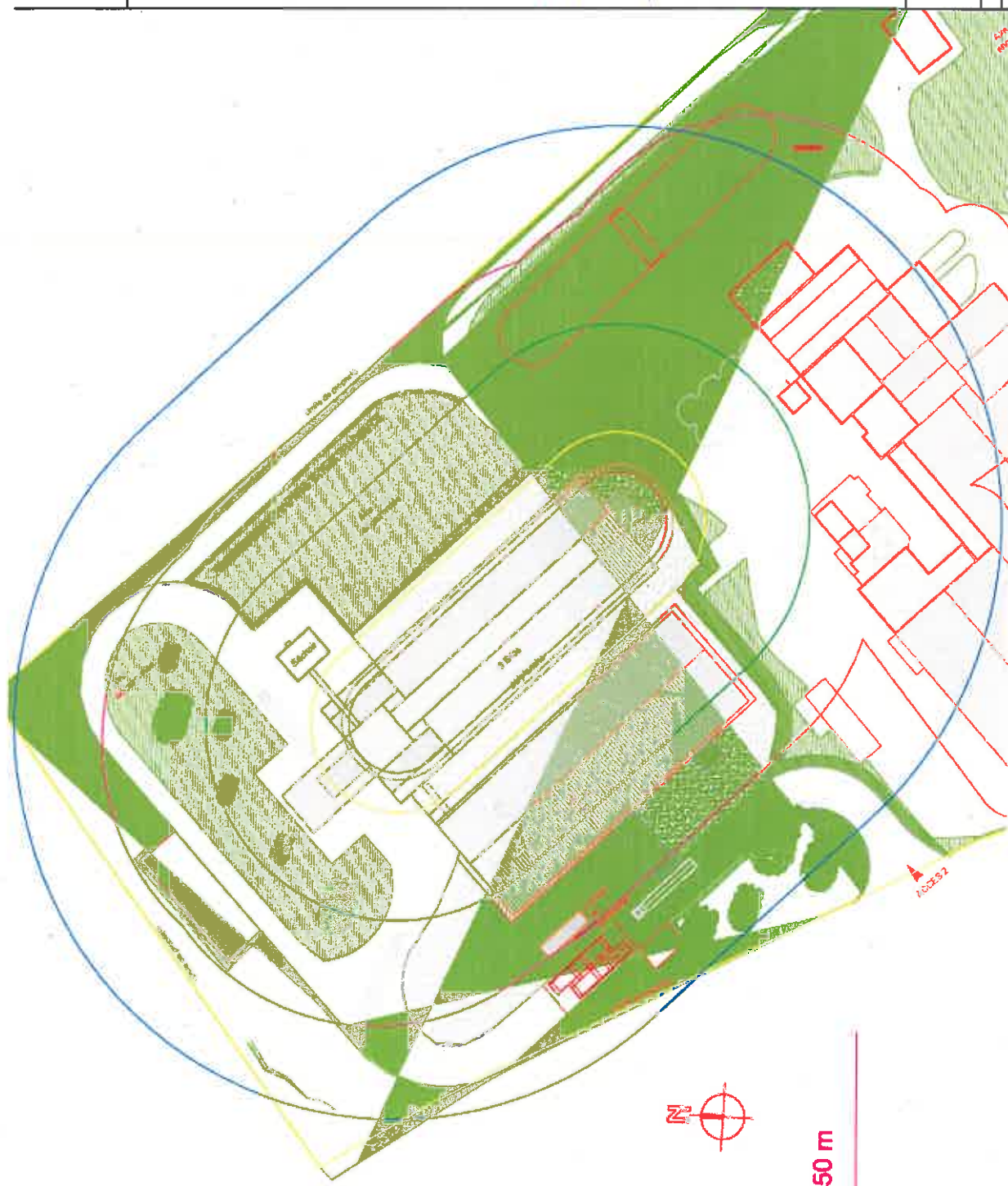
PHDM48 :
Galerie de reprise du silo Vertical,
explosion de poussières

Effets de surpression :

- 300 mbar
- 200 mbar, Seuil des Effets Létaux Significatifs
- 140 mbar, Seuil des Effets Létaux
- 50 mbar, Seuil des Effets Irréversibles
- 20 mbar

Distances d'éloignement forfaitaires

ANITA
Infrastructures
MSE, Rd Charraud et M. Nicolas
CS 70002 - 45100 Châteauneuf
Tel : 02 38 23 75 87 - Fax : 02 38 23 22 19



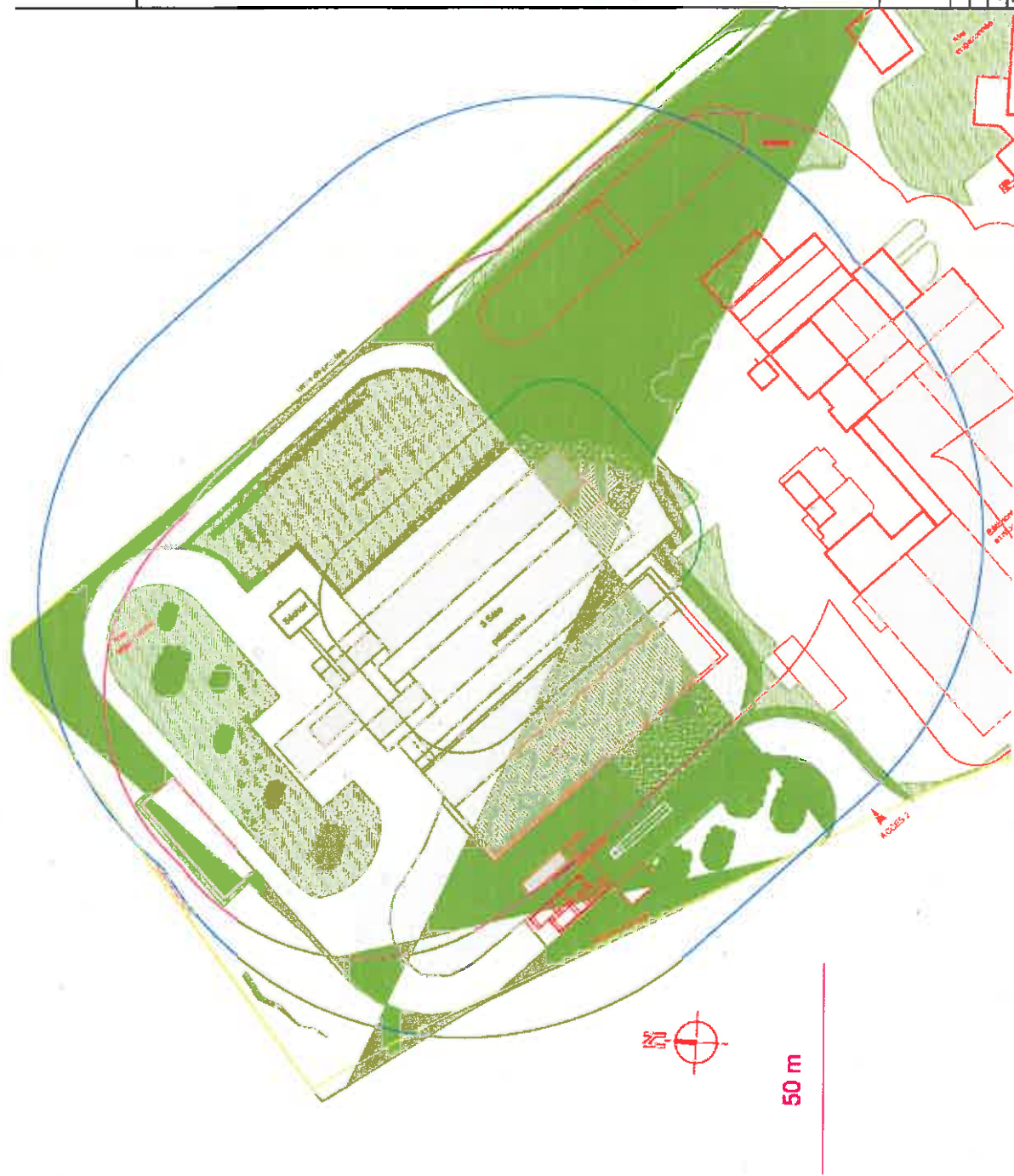
Mise à jour de l'Etude des Dangers
de l'établissement AGRIAL
de LA SELLE-EN-LUITRE (35)

Cartographies des effets des Phénomènes Dangereux Maximum

PhDM50 :
Silo vertical : explosion de poussières
en cellules C3 à C10 de 2 950 T

Effets de surpression :

- 300 mbar
- 200 mbar, Seuil des Effets Légers Significatifs
- 160 mbar, Seuil des Effets d'Aux
- 50 mbar, Seuil des Effets Incrochables
- 20 mbar
- Distances d'éloignement réglementaires



AGRIAL
Société par actions
237, all. du Champ du Mousson
CS 30607 - 451 06 Orléans cedex
Tel : 02 38 23 29 57 - fax : 02 38 23 27 79

Statut	Version	Revisé	Approuvé	Validé
A	13.02.2014	C-3	ND	
Elaboré par : [Signature]				

